

Communiqué du 03/10/2011

BUDGET 2012

**Face au
désastre
programmé,
plus que
jamais
l'action
syndicale
indépendante
pour les
revendications**



FO LA DIFFÉRENCE FO L'INDÉPENDANCE

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle,
de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière
6/8 rue Gaston Lauriau - 93513 MONTREUIL CEDEX - Tel : 01 56 93 22 22 - Fax : 01 56 93 22 20 - email : fnecfp@fo-fnecfp.fr

Le conseil des ministres du 28 septembre a examiné le projet de loi de finances 2012. Il s'agit d'un budget de rigueur aggravant la RGPP mise en place par le gouvernement depuis 2007 : aucun service public, aucune administration, aucun aspect des conditions de vie et de travail de l'ensemble des salariés n'est épargné.

Dans l'Education nationale, au titre du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, 14000 emplois sont supprimés, 14000 postes de fonctionnaires : 5700 dans le premier degré, 6550 dans le second degré, 400 personnels administratifs, soit 12 650 dans le public et 1350 dans l'enseignement privé.

Le directeur de cabinet du ministre Luc Chatel a précisé que « les 70 000 postes fermés entre 2008 et 2012 auront permis une économie de 78 milliards d'euros, économie qui atteint les 100 milliards si l'on intègre le versement des pensions ».

Les choses sont donc très claires : l'Education nationale est abandonnée aux exigences des marchés financiers, aux exigences des agences de notation, le service public est menacé d'une nouvelle saignée au nom de la réduction de la dette.

Le ministère a présenté les « leviers à actionner pour réaliser le schéma d'emplois 2012 » :

- la taille des classes dans les écoles et les collèges,
- les postes en RASED,
- les enseignants en surnombre dans le 1er degré,
- la mise en place de réseau d'établissements pour fermer les établissements jugés trop petits,
- les décharges de services,
- la scolarisation des enfants de 2 ans,
- la rationalisation des moyens sur les personnels administratifs.

Les hauts fonctionnaires ont beau parlé d'« horlogerie de précision », ils taillent à la tronçonneuse dans les postes indispensables au bon fonctionnement des écoles, collèges, lycées professionnels et lycées.

Et les contre réformes sont là pour justifier ces fermetures de postes.

Ces annonces signifient pour les personnels une aggravation de conditions de travail déjà épouvantables et de nouvelles remises en cause de leurs garanties statutaires.

Lors d'un colloque tenu à la confédération FO le samedi 1er octobre sous la présidence de Jean Claude Mailly, de nombreuses personnalités, écrivains, sociologues, spécialistes des questions d'éducation, syndicalistes, ont établi un diagnostic : l'école publique est en grand danger. Ils ont dressé un tableau accablant des conséquences de dizaines d'années de contre-réformes contre l'école et rappelé les exigences traditionnelles du mouvement ouvrier : fonds publics à l'école publique, défense du statut de fonctionnaire de l'Etat pour les personnels de l'éducation nationale. Contre la catastrophe annoncée et inscrite dans le projet de budget 2012, la FNEC appelle ses syndicats et sections à poursuivre l'action syndicale sur les cahiers de revendications : pétitions, délégations, assemblées générales, grève pour défendre chacun des postes, et chacune des classes, chacune des sections fermées en cette rentrée 2011. Cette rentrée est insupportable et le projet de budget 2012 prépare de nouvelles fermetures massives.

En défendant nos conditions de travail, en défendant nos droits et garanties statutaires, comme à Paris ou dans le Nord - Pas de Calais où des professeurs de lycée sont en grève pour le respect de leur statut particulier, en exigeant la restitution des postes, en exigeant l'abandon des contre-réformes, nous défendons l'école publique.

**Titulaires : le statut de fonctionnaire d'État à défendre
Non titulaires : le statut de fonctionnaire d'État à gagner
FORCE OUVRIÈRE : L'INDÉPENDANCE POUR DÉFENDRE LES REVENDICATIONS**